

Le paysage politique allemand à la veille des élections législatives de 2009

Franz Walter

Le 27 septembre, les Allemands éliront un nouveau Bundestag. Aucune tendance claire ne se dessine, que ce soit pour l'un ou l'autre camp politique. Fait remarquable : les petits partis ont largement gagné du terrain au cours des dernières années, tandis que la base des grands partis politiques traditionnels s'est considérablement érodée. Mais regardons tout cela d'un peu plus près et entamons une excursion dans le paysage des partis politiques allemands en ce début d'année électorale 2009.

Le SPD: le parti des arrivés

Commençons par le plus ancien parti politique allemand, le SPD. En principe, tout pourrait aller pour le mieux. Les sociaux-démocrates sont au gouvernement pour la 11^{ème} année consécutive, ils tiennent des portefeuilles ministériels classiques et influents comme les Affaires Etrangères et les Finances. Et pourtant, le SPD est très loin de donner l'impression d'un parti puissant et sûr de lui même. La majeure partie des militants sociaux-démocrates semble épuisé. Les Soixante-huitards ayant tenu les rênes du parti pendant des décennies, il manque deux générations au SPD. Les plus jeunes au sein du groupe parlementaire, les « Netzwerker » (« ceux du réseau »), ont été, pendant les premières années de leur carrière politique, des purs auxiliaires discrets de la génération Schröder-Lafontaine. Il ne s'est pas encore trouvé dans leurs rangs un chef incontesté, un meneur de campagne talentueux capable d'identifier les sujets porteurs.

Bon nombre d'observateurs sont avant tout frappés par le manque de passion et de caractère des jeunes Netzwerker. Ils ne sont pas assez percutants, passionnés, incisifs. Ils ne se battent pas pour leurs convictions.

A partir de 1999, le SPD est entré dans une spirale négative et a connu depuis un effondrement sans précédent aux élections régionales ainsi qu'une hémorragie de ses militants encartés. Ce parti de masse qui tirait jadis sa fierté de ses énormes bataillons de membres fidèles et infatigables n'atteint même plus aujourd'hui la taille de cette organisation de notables qu'est la CDU. Dans l'ancienne République fédérale, seul un Land a encore un Ministre Président SPD.¹ Dans les régions modernes et prospères au sud de l'Allemagne, de Dresde à Stuttgart, les sociaux-démocrates sont profondément enlisés dans une situation déprimante de diaspora. Pendant quelques décennies, le SPD a pu compenser son infériorité structurelle et historique dans le Sud par une présence plus forte dans la Ruhr, ancienne région industrielle de l'Allemagne, ainsi qu'en Basse-Saxe ou à Hambourg. Cette époque est révolue. Même dans ses anciens fiefs, le SPD, jadis si robuste, est tombé en léthargie.

Ecrire sur le SPD, c'est raconter l'histoire d'une perte. Et ce ne sont pas seulement les bataillons de ses membres et son corps de fonctionnaires, si efficace en campagne, qui ont été perdus. Le SPD a également perdu ses nombreux intellectuels et ses théoriciens, certes souvent excentriques, mais toujours

hauts en couleur et si nombreux dans le mouvement socialiste classique, les Karl Marx, Karl Kautsky, Eduard Bernstein, Rudolf Hilferding, et Rosa Luxemburg.

Et entre temps, un découplage radical s'est opéré entre le monde des sociaux-démocrates et celui des syndicats. Pendant longtemps, ces deux mondes ont vécu en symbiose, une symbiose dans laquelle l'expérience du monde de l'entreprise et les compétences politiques s'associaient et se complétaient. Mais aujourd'hui, il n'y a plus un seul leader syndical dans le groupe parlementaire social-démocrate et il ne va plus de soi que les membres des comités d'entreprise locaux soient aussi vice-président de la section locale du SPD ou membre du groupe d'élus municipaux SPD. Certes, il y a toujours eu dans le passé des frictions entre syndicalistes et sociaux-démocrates. Mais un éloignement aussi radical que celui auquel on assiste depuis 1999 est un phénomène nouveau, d'autant plus qu'une part considérable des cadres moyens des syndicats a définitivement tourné la page du SPD avec une réorientation politique vers « Die Linke ». Ce processus de découplage s'est accéléré depuis le printemps 2003, lorsque le chancelier Schröder lança les réformes de l'agenda 2010 pour dégraisser le mammoth de l'Etat social de l'ancienne RFA. Et dans le même temps, le secrétaire général du parti, Olaf Scholz, envisageait publiquement la possibilité de rayer du programme du parti la notion de « socialisme démocratique ». Il recommandait de renoncer au credo de la « justice sociale » et mettait en garde contre un égalitarisme de gauche précisément à une période où les inégalités se creusaient rapidement.

Tout cela a transformé le SPD. Les élections législatives de 2002 avaient déjà montré que les Sociaux-démocrates ne pouvaient plus prétendre être les représentants des couches sociales inférieures. Ils étaient montés entre temps d'un cran dans l'échelle sociale. C'est auprès des électeurs d'âge moyen, ayant un niveau d'éducation moyen, vivant dans des quartiers moyens, avec un niveau de revenu moyen que le parti obtenait ses meilleurs résultats. Autrement dit, le parti du prolétariat était devenu, au fil de réformes de l'Etat social et du système éducatif qu'il avait lui-même mises en œuvre, le défenseur des intérêts d'anciens enfants d'ouvriers qualifiés, appartenant aux couches moyennes basses.

Dans une certaine mesure, on peut dire, en caricaturant un peu, que le SPD s'est rapproché des Libéraux. Le noyau des électeurs sociaux-démocrates a depuis longtemps profité de l'ascenseur social. Ils sont souvent diplômés de l'enseignement supérieur, parfois depuis deux voire trois générations. Ils disposent en général d'un bon revenu, travaillent dans le secteur public protégé et se considèrent, beaucoup plus que la moyenne de la population, comme faisant partie d'une couche sociale aisée. Les partisans du SPD de la « Neue Mitte », n'ont plus besoin de la protection du milieu social-démocrate et de ses filières de promotion traditionnelles. Ils peuvent se fier à leurs capacités individuelles et s'imposer par leurs performances. Comme au sein du milieu libéral, une communauté solidaire renfermée, avec tout ce que cela implique comme forces d'homogénéisation, de discipline et de nombrilisme sociale, serait en contradiction avec la conception pluraliste, tolérante et ouverte sur le monde de la Social-démocratie moderne.

Autre similitude avec les Libéraux : les jeunes sociaux-démocrates ont pris leur distance vis-à-vis des idéologies. Contrairement aux nombreuses générations qui les ont précédés au sein du SPD, ils ne cherchent plus à changer la société, ils ne sont plus animés par le rêve d'un avenir différent. Pour cela, il faudrait que le présent leur pèse, qu'ils aient le sentiment d'être défavorisés, mal considérés ou entravés dans leur ascension. Cette tension justement, autrefois classique dans la social-démocratie, entre grandes attentes et ambitions frustrées, ne fait plus partie du vécu des militants. Les membres de l'establishment social-démocrate sont « arrivés », ils doivent leur réussite à la société telle qu'elle existe et sont de ce fait les défenseurs de l'ordre établi. Au cours des dernières années, le SPD n'a donc fait que transposer dans la pratique politique ce qui s'était déjà imposé depuis longtemps dans sa composition sociale.

La nouvelle bourgeoisie des Verts

Depuis des mois, on n'entend pratiquement plus parler des Verts dans le débat politique allemand. Et pourtant ils ne se portent pas mal. Tous les sondages d'intention de vote actuels créditent le parti des Verts d'un score de plus de 10%.

Ce qui frappe, c'est que les Verts se sont considérablement embourgeoisés. Dans toutes les élections régionales récentes, le parti prit des voix à l'Union chrétienne-démocrate tout en perdant un nombre parfois considérable d'électeurs à gauche au profit du parti «Die Linke». Il en allait tout autrement il y a 20 ans. Lors des élections législatives de 1987, le parti des Verts ne représentait pas même 1% des voix des professions libérales. Mais depuis 2002, les professions libérales constituent - derrière les fonctionnaires qui votent jusqu'à 20% pour les Verts - le deuxième groupe le plus important de l'électorat vert : des pourcentages supérieurs à 12% dans cette catégorie sociale sont aujourd'hui tout à fait normaux.

L'électorat vert s'est donc déplacé des marges de la société à son centre. Plus encore : ces électeurs sont parmi les mieux rémunérés et ont un niveau d'études très élevé. Dans le même temps, ils bénéficient pour la plupart d'un haut niveau de sécurité économique et sociale parce que travaillant à des postes d'encadrement supérieur dans la fonction publique. Dans une étude commandée par le gouvernement SPD-Verts du chancelier Schröder, au cours de la très mauvaise année 2004, seuls les « post-matérialistes » se sont déclarés très satisfaits de la politique du gouvernement fédéral. Ce sont eux qui se sont montrés les plus satisfaits de l'Agenda 2010 de Schröder et donc des lois Hartz IV dont l'esprit n'était pourtant pas particulièrement libertaire. Pendant ces sombres années de la République, seuls les partisans des Verts étaient satisfaits à plus de 90% de l'action de leur propre parti. Pendant que dans le reste de la société, le mécontentement montait, les soucis se multipliaient et les peurs circulaient, seul le petit monde nanti des Verts - qui s'étaient pourtant constitués 25 ans plus tôt dans un mouvement de protestation contre les évolutions sociales, économiques et politiques - vivait en parfaite harmonie avec la classe dirigeante.

Le milieu des rebelles de 1983, une époque où deux tiers des électeurs verts étaient encore sans revenu, s'est transformé en un quart de siècle en une nouvelle société d'élite et constitue en 2008 le milieu par excellence de la bourgeoisie intellectuelle des générations nées dans les années 50 et 60. Il représente un segment de marché privilégié, ciblé particulièrement par le marketing de biens de consommation chers et très haut de gamme, un segment que l'on a

baptisé LOHAS („Lifestil of Health and Sustainability“). Les consommateurs 'LOHAS' ont un mode de consommation écologique et durable mais ne veulent se priver de rien et profiter de tout. Les néos-verts LOHAS affichent un « snobisme urbain subtile » (Alfred Dorfer) et tiennent beaucoup à se distinguer du mode de vie des classes inférieures. Ils veillent jalousement à rester entre eux.

Et c'est précisément ce qui rend les Verts attrayants pour la CDU de Madame Merkel. Mais cette tendance fragilise en même temps la position politique des Verts. Ils se retrouvent enfermés dans le dilemme de tous les partis du centre : Lors des élections législatives de 2005, les Verts ont perdu quelques centaines de milliers d'électeurs, aussi bien à gauche qu'à droite, les uns ayant rejoint le parti «Die Linke», les autres le camp de l'ancienne bourgeoisie. A moyen terme, les Verts verront, en se situant au centre, leurs possibilités d'action politique se multiplier. Mais à plus long terme, leur programme politique y perdra en netteté, leur discours politique s'effilochera et la clarté de leur message culturel d'antan se perdra dans les brumes. Les électeurs très exigeants des Verts pourraient finir par s'en offusquer.

Les Libéraux du FDP : le refuge d'une bourgeoisie inquiète

Dans les rangs des Libéraux, c'est surtout le Président du parti et du groupe parlementaire, Guido Westerwelle, qui veille à la clarté de la ligne politique. Il se bat contre les « marginaux » verts, dénonce toute mise sous tutelle par l'Etat-providence - et rencontre ainsi depuis quelques temps un vif succès. Le FDP participe aujourd'hui aux gouvernements régionaux des cinq Länder les plus importants d'Allemagne.

Cette situation peut à première vue sembler paradoxal. Dans les années 90, alors que soufflait dans toute l'Europe le vent du néolibéralisme, le FDP était en chute libre. Les résultats électoraux étaient catastrophiques. Dans la plupart des parlements des Länder, le FDP n'était même plus représenté. Dès 2001, les rengaines néolibérales sur la dérèglementation et l'allègement de l'Etat ont commencé à paraître éculées. Depuis l'été 2008, le charme des réformes néolibérales s'est totalement volatilisé. Et que se passe-t-il sur le plan politique ? Le FDP a le vent en poupe ! Jamais dans l'histoire de la République Fédérale, les Libéraux n'ont fait d'aussi

bons scores dans les sondages que ces derniers jours, alors que presque plus rien ne peut se faire sans l'aide de l'Etat.

Mais à y regarder d'un peu plus près, le succès des libéraux du FDP n'est pas aussi paradoxal qu'il ne paraît. Il est même logique. Car bien évidemment, le groupe de ceux qui n'aiment pas payer d'impôts, qui rêvent de faire de larges bénéfices et qui répugnent aux transferts sociaux, n'a pas diminué. Et ce groupe - qui était, en majeure partie, pendant des décennies ancré dans le giron de la CDU-CSU - se sent acculé par la vague de critiques qui s'abat aujourd'hui sur les managers et les banquiers. Ceux-ci viennent donc, en ces temps de crise, rejoindre les rangs du FDP, ce garde prétorien des marchés, de la propriété et de la libre entreprise. A contrario, l'Union chrétienne-démocrate est toujours obligée, en tant que parti populaire, de prendre en compte les intérêts de couches sociales plus larges. Pour une bonne partie de la bourgeoisie, des commerçants et des artisans, inquiète de la situation, la CDU commence à ressembler comme une sœur jumelle à la Social-démocratie.

La classe politique aime à se plaindre de la volatilité des électeurs qui voteraient aujourd'hui pour un parti, le lendemain pour un autre. C'est ainsi qu'expliquent certains commentateurs la remontée spectaculaire de la cote du FDP. Mais on peut aussi voir les choses très différemment. Cette volatilité est essentiellement le fait de la CDU-CSU en tant que parti et non de son électorat. En 2003, et encore aux législatives de 2005, les chrétiens démocrates se présentaient comme les avocats des réformes libérales du marché, de la fiscalité ou du système de santé. Depuis l'arrivée à la chancellerie d'Angela Merkel, tout cela est oublié. Les anciens électeurs de la CDU attachés à un projet libéral se sentent aujourd'hui plus proches d'un FDP qui défend avec constance ces positions. De la même manière, beaucoup d'anciens électeurs du SPD ont migré vers le parti «Die Linke» au cours des dernières années. Ce sont les grands partis populaires qui ont changé leur ligne politique et fait preuve d'inconstance – heurtant ainsi la sensibilité d'une partie de leur électorat traditionnel qui restait fidèle à ses convictions d'antan et n'acceptait pas ce changement de cap. Tout d'abord «Die Linke», puis le FDP ont ainsi profité de la 'volatilité' pro-

grammatique des anciens grands partis populaires.

La CDU-CSU : malaise au sein du parti de la Chancelière

En ce début d'année électorale 2009, le mécontentement est beaucoup plus palpable dans les rangs de la CDU-CSU. Et pourtant, les rapports de force en République fédérale ne sont nullement défavorables à la CDU-CSU. L'Union chrétienne-démocrate est le parti de la Chancelière, Angela Merkel. Peter Müller, Ministre-président du Land de Sarre, et actuel Président du Bundesrat, est également membre de la CDU-CSU. Tout comme le président de la Cour constitutionnelle fédérale et le Président du Bundestag. Le parti compte également dans ses rangs Horst Köhler, l'actuel Président de la République fédérale, qui sera fort probablement réélu en mai. A ceci s'ajoutent les onze ministres-présidents chrétiens-démocrates. La CDU-CSU détient ainsi deux fois plus de chefs de gouvernement de Länder que l'autre grand parti populaire, le SPD. L'Union participe au gouvernement de treize Länder sur seize. Depuis 1945, le parti a rarement connu des temps meilleurs.

Pourtant, les stratèges de la CDU-CSU sont très inquiets. Et ce à juste titre : dans toutes les élections régionales de 2008, la CDU-CSU est le parti qui a compté le plus d'abstentionnistes parmi ses anciens électeurs. Pendant des années, cela avait été l'inverse : c'étaient plutôt les électeurs traditionnels du SPD qui étaient tentés par l'abstentionnisme. Cette nouvelle évolution au détriment de l'Union avait déjà commencé lors des élections législatives de 2005, lorsque 640.000 électeurs, qui avaient voté pour l'Union en 2002, ont choisi de s'abstenir. Pendant la même période, seuls 370.000 électeurs sociaux-démocrates faisaient le choix de l'abstention. Plus dangereuses encore sont les différences d'opinion politique au sein de l'ancien électorat traditionnel de l'Union qui sont bien plus importantes que celles constatées pour le SPD. Le fameux « grand écart » idéologique que devait faire le SPD, dans les années 80 - compte tenu de la grande hétérogénéité socioculturelle de son électorat - est de plus en plus remplacé par le numéro d'acrobatie politique auquel la CDU-CSU doit se livrer. Une partie importante des électeurs qui auraient en principe une préférence pour le parti redoutent les changements sociaux beaucoup plus que le

noyau dur des activistes bourgeois chrétiens-démocrates. Ces électeurs déstabilisés (et donc prêts à s'abstenir) sont rongés par des inquiétudes d'ordre financier et préoccupés par leur avenir matériel. Ils s'inquiètent pour leur retraite, ont le sentiment d'être régulièrement lâchés par la classe politique et nourrissent de sérieux doutes sur la substance de la démocratie en Allemagne. De par leur besoin de protection, ces électeurs déstabilisés du camp de la CDU sont psychologiquement plus proches des sympathisants du parti «Die Linke» que de la bourgeoisie entrepreneuriale chrétien-démocrate. C'est un fait politique dont l'opinion publique allemande n'a guère conscience.

Autrement dit : la situation pourrait devenir difficile pour l'Union, du moins à moyen terme. Même à l'heure actuelle, les sondages électoraux ne sont guère optimistes pour le parti. Leurs électeurs traditionnels, nés dans les années 20 et 30, disparaissent lentement. Plus de la moitié de l'électorat est aujourd'hui constituée par les classes d'âge des années 50 et 60. Et ces nouvelles cohortes dominantes d'électeurs ont majoritairement des préférences de base plus proches des orientations du SPD et des Verts. C'est précisément dans les groupes d'âges professionnellement actifs que l'Union recueille le soutien le plus faible. Elle ne fait plus le plein des voix que chez les retraités.

Ce n'est pas un hasard si les thèmes prioritaires des derniers mois n'appartenaient pas précisément au répertoire classique de la démocratie chrétienne. La République tempêtait sur l'écart croissant des revenus, dissertait sur le fléau des rémunérations excessives des dirigeants d'entreprises, se désolait de voir ses enfants vivre dans la pauvreté, dénonçait le « capitalisme de casino », et envisageait la nationalisation de banques et d'entreprises. Tout cela ne reflète pas vraiment le programme de la bourgeoisie chrétienne démocrate. L'incapacité de la Chancelière Angela Merkel à déployer une ligne thématique propre est frappante. La Chancelière allemande aime exercer le pouvoir et pour ce faire, elle colle aux tendances de son époque. Mais elle n'impose pas sa marque. En conséquence, ce sont surtout les partisans du libéralisme économique au sein de son parti qui se sentent frustrés car confrontés à une action du gouvernement de plus en plus interventionniste. Ils regrettent la stabilité idéologique antérieure et voient avec inquiétude les rangs de la

Démocratie chrétienne se dégarnir au profit du FDP.

« Die Linke » : les opportunités de la précarité

A partir de 2005, le nouveau parti de gauche d'Oskar Lafontaine, ancien président du parti social-démocrate et candidat à la chancellerie, a investi peu à peu des secteurs de la société qui étaient il y a quelques décennies encore tenus par le SPD de Willy Brandt et de Helmut Schmidt. «Die Linke» a conquis une partie des compétences en matière d'Etat social qui incombaient autrefois au seul SPD. Pour décrire ce phénomène, les spécialistes utilisent le concept de « changement de représentation ». Cela signifie que les gens restent dans leur univers, qu'ils restent fidèles à leurs convictions, à leurs rituels, à leurs relations organisationnelles. Mais sur le plan politique ils sont à la recherche de nouveaux représentants, car leur ancienne formation avait migré dans la topographie sociale, ne donnant plus la même lecture de la réalité sociale, économique et politique. Pour cette part de la population - attachée à une définition syndicaliste et sociale-démocrate de la « justice sociale » et socialisé dans les années où s'est mis en place l'Etat-providence social-démocrate - le parti de Lafontaine est devenu à partir de 2005 la nouvelle représentation politique de leurs convictions de base.

Le noyau sociologique de la gauche est sans doute constitué par le groupe d'âge né dans les années 50. Plus d'un électeur sur trois de «Die Linke» est né dans cette décennie de Konrad Adenauer et Walter Ulbricht. La socialisation politique de ce groupe s'est faite à la fin des années 60 et dans les années 70, autrement dit dans une période d'expansion exceptionnelle de l'Etat-providence. En revanche, «Die Linke» n'est pas le parti des jeunes. Ces derniers temps, il a même enregistré des pertes considérables chez les 18-24 ans. Ceux-ci se sont tournés d'une manière étonnante vers le SPD. Pour les plus jeunes, nés dans les années 80 et ayant grandi dans les années Schröder, l'Etat social des années 70 ne représente plus le point de référence de leurs espérances politiques. Dans ce groupe, les perspectives individuelles l'emportent. Il manifeste beaucoup de sympathie pour le slogan de Schröder : « Fördern und fordern » (encourager et exiger). Les jeunes électrices en particulier regardent avec scepticisme et même indifférence «Die Linke» et son Etat-provi-

dence classique. Ce modèle était à leurs yeux trop spécifiquement conçu pour les carrières professionnelles et les projets de vie des hommes. Les jeunes femmes de 25 ans, titulaires d'un baccalauréat et de diplômes universitaires, bien conscientes de leur valeur sur le marché de travail, n'ont guère de points communs avec les syndicalistes de 50 ans.

Par contre, dans la partie est de l'Allemagne, ce sont plutôt les partis d'extrême droite qui trouvent de nombreux partisans chez les plus jeunes, où ils recueillent régulièrement plus de 10% des voix. Bien que le mouvement de protestation des jeunes dans l'ancienne Allemagne de l'Est soit encore très fluide et sans ancrage politique définitif, celui-ci est remarquablement ouvert aux thèses de l'extrême droite, aux confréries masculines et aux modes d'action plutôt physiques. Le style souvent intellectuel de la gauche est en revanche beaucoup moins apprécié.

Pourtant, à moyen terme, les perspectives de « Die Linke » ne semblent pas mauvaises. La structure de la société restant objectivement conflictuelle, le 21^{ème} siècle devrait offrir suffisamment de matière première pour assurer l'existence d'un parti de gauche en Allemagne. Ainsi, lors des élections législatives de 2005 ainsi qu'aux élections régionales suivantes, seuls « Die Linke » et les Libéraux ont enregistré des progressions importantes. D'une certaine manière, ces deux partis représentent le plus nettement les deux orientations de base de la société moderne. Ils sont emblématiques des deux axes du conflit socio-économique : d'un côté, « Die Linke » défend résolument l'Etat-providence, de l'autre, les Libéraux représentent la logique d'une économie de marché centrée sur la libre concurrence. L'électorat de ces deux partis antinomiques reflète les deux extrêmes de la fracture sociale. Une telle configuration est porteuse de stabilité pour chacun de ces partis.

« Die Linke », tel qu'il apparaît en 2008, se distingue très nettement de toutes les autres formations politiques ou groupuscules de gauche dans l'histoire. Le socialisme s'est nourri pendant plus de 100 ans des frustrations de jeunes radicaux et de jeunes adultes extrémistes. C'est auprès de cette jeune génération déracinée, sans attaches politiques, que les petits partis de gauche ont puisé leur militantisme, leur rhétorique souvent débr-

dée et leur passion utopique. Le plus souvent, ces jeunes radicalisés étaient les porte-paroles d'une classe d'âge nombreuse qui s'inquiétaient de leur avenir. « Die Linke » ne ressemble pas à ce modèle. Cette nouvelle gauche est vieille. Ses représentants ne sont pas ces combattants virils et audacieux que l'on imagine prendre d'assaut la Chancellerie ou la Deutsche Bank à coups de pavés et en brandissant des drapeaux rouges. Les députés de « Die Linke » et leurs électeurs ont majoritairement la cinquantaine et plus. Le cheveu est gris et se fait rare, les visages expriment plus la mélancolie que la passion politique. La plupart ont derrière eux quelques décennies de vie professionnelle bien remplie dans les services à la personne. Ce sont de bons pères et de bonnes mères de familles, des grands-parents tranquilles. A bien des égards, « Die Linke » représente le centre de la société, voire même le camp conservateur. Son positionnement politique sur le thème : « vos préoccupations sont les nôtres », son engagement pour que les retraites soient garanties, sa conception de l'Etat comme instance de protection, filet de sécurité pour les questions sociales et mécanisme de compensation au service de la justice sociale, ne sont nullement des postulats de la marginalité ou l'expression d'un excentrisme politique.

Mais les chances qui s'ouvrent à la gauche renferment aussi des pièges. Une éventuelle progression de « Die Linke » augmentera irrémédiablement le nombre de ses parlementaires. Et s'ils veulent gouverner, ils parleront de « Realpolitik », des « contraintes de la réalité », de « compromis » et de « moindre mal ». Cela tarira alors la source première de leur ascension, celle du geste de contestation indignée. Et personne ne sait comment ce parti, enivré par les succès répétés des trois dernières années, gèrera les échecs et la dépression.

L'aura masculine de « Die Linke » pose également problème. De par la forte prédominance structurelle des hommes – seuls 40% de l'électorat sont des femmes – « Die Linke » ressemble davantage aux partis populistes de droite qu'à des groupements socialistes ou écologistes de gauche. Parmi les membres du parti, le pourcentage de femmes, encore relativement important, a également diminué – un phénomène que l'on doit aux bataillons d'hommes de la gauche ouest allemande dans le parti. Dans les sections des Länder de l'Ouest, le pourcentage des

hommes est de 76,3% et de 54,3% dans les Länder de l'Est.

En conclusion, «Die Linke» n'est pas assurée de profiter longtemps de la renaissance de la question sociale et de la crise financière. Au cours des dernières semaines, sa cote est en légère baisse, même si elle est restée stable au dessus de 10%.

Autres articles de la FES Paris à télécharger sur le site
<http://www.fesparis.org/Website/site/infos.htm>

"Le retour de la Deutschland AG", de Anke Hassel,
mars 2009

« L'Europe sur la voie d'une Union social ? Un état des lieux de l' l' « Agenda social renouvelé » de la Commission européenne par Andrej Stuchlík et Christian Kellermann, mars 2009

« Vers un « Maastricht social » : Propositions pour un pacte de stabilité sociale européen », par Björn Hacker, février 2009

« 14 mesures pour accroître la transparence des marchés financiers », par le groupe de travail du bureau national du SPD, nov. 2008

« Le modèle de l'Etat social prévoyant », par Wolfgang Schroeder, mai 2008

L'opinion exprimée dans cette analyse n'engage pas la position de la FES.

Responsable de la publication :
Ernst Hillebrand, directeur du bureau parisien de la FES